



La relative unanimité des Libéraux, de l'ADQ, du PQ et du Bloc Québécois derrière le budget Harper met en lumière un problème de fond

Par **André Parizeau**

Chef du PCQ et

candidat dans Acadie pour Québec solidaire

le 26 mars prochain

Hier, soit le 19 mars, le gouvernement fédéral de Stephen Harper a déposé un nouveau budget et le Bloc Québécois, de même que le PQ, se sont rapidement rangés derrière celui-ci, malgré quelques critiques. La plupart des commentaires s'accordaient à dire que le PQ et le Bloc n'avait pas eu le choix que d'agir de la sorte. Mais cela n'est pas vrai.

Pour sûr, le PQ et le Bloc se seraient peut être aliénés une partie de leurs appuis traditionnels, plus associés aux courants de droite, s'ils avaient effectivement décidé de s'opposer à ce budget. À quelques jours du scrutin du 26 mars, cela aurait pu signifier de faire une croix sur tous les efforts des derniers mois visant à recentrer l'image de ces deux partis plus vers la droite et, ainsi chercher à concurrencer sur leurs propres terrain les autres partis plus identifiés à la droite justement.

Les impératifs électoraux ont finalement eu gain de cause. Ce faisant, autant le PQ que le Bloc démontrent jusqu'où ils sont prêts à aller pour satisfaire leurs ambitions. Cela en dit en même temps assez long sur les soi disantes références "progressistes" dont André Boisclair faisait état, il y a à peine quelques jours.

Tout cela met finalement en lumière un constat de plus en plus évident : l'importance plus que jamais d'oeuvrer au développement d'une nouvelle alternative politique plus à gauche, sur l'échiquier politique. Une alternative qui soit en même temps clairement souverainiste et qui puisse à terme briser le monopole que le PQ exerçait jusqu'à présent sur ce mouvement et qui fait qu'on tourne de plus en plus en rond.

Tout cela devrait tous et toutes nous interpeller par rapport à cette fameuse stratégie consistant à vouloir tout le temps, et chaque fois, mettre la priorité sur une large alliance gauche droite, tout en tassant tout ce qui pourrait justement nuire à cette alliance. Le problème, c'est qu'on finit presque à chaque coup par se tirer dans le pied avec une telle stratégie. Cela vaut tout autant sur le plan social que sur le plan de la question nationale.

À propos des impératifs posés par la question du déséquilibre fiscal

Le PQ justifie sa position par le fait qu'il ne pouvait s'opposer aux milliards qui vont maintenant venir d'Ottawa avec ce nouveau budget. Même chose du côté du Bloc. On peut du reste penser que la position du Bloc fut d'abord et avant tout dicté par le PQ.

Personne ne demandait pourtant au PQ et au Bloc de cracher sur ces milliards. Le fait de s'opposer à un budget ne veut pas dire pour autant qu'on s'oppose en effet à tout ce qu'il contient. Plus d'une fois dans le passé, le Bloc s'est en effet opposé aux budgets déposés à Ottawa. Plus d'une fois, il a justifié sa position en prétextant en autres le fait que ceux-ci ne contenaient pas suffisamment d'argent pour les chômeurs. Le Bloc et le PQ auraient très bien pu continuer à faire de même, tout en continuant la lutte pour que le Québec obtienne sa juste part des revenus fiscaux (en attendant l'avènement de sa souveraineté).

En agissant autrement, tous deux ont plutôt décidé de se ranger avec les Conservateurs et d'avaliser des choix plus que contestables en matière de lutte à l'environnement (ce que le budget propose à cet égard est largement dénoncé par les environnementalistes), mais aussi en ce qui concerne le logement social (il n'y a rien à cet égard, une fois de plus), l'économie. On endosse en même temps, de manière très claire, le choix des Conservateurs consistant à prioriser le remboursement de la dette par rapport à tous les autres dossiers.

Et on viendra ensuite nous dire que le PQ représente la seule véritable force capable de s'opposer aux libéraux à Québec et aux Conservateurs à Ottawa ...

Dans les faits, ce sont les Libéraux fédéraux et le NPD qui pourraient bien se retrouver avec le beau rôle. Quand on pense qu'ils sont tous deux rébarbatifs à même reconnaître le principe d'un déséquilibre fiscal vis à vis du Québec, le tout devient carrément absurde.

Que le Bloc veuille éviter une nouvelle élection (après celle du 26 mars) ne peut, d'autre part, être utilisé comme un argument très convaincant car tout laisse indiquer qu'on aurait de toute manière une autre élection fédérale sous peu.

À propos du soi-disant triomphe du fédéralisme

Ceux et celles qui sont bien associés au camp fédéraliste doivent jubiler. Pour eux, c'est le triomphe du fédéralisme. Moins de 24 heures après la sortie du budget, ils ne s'en cachent déjà pas. Ce serait, selon eux, la preuve par A plus B que le fédéralisme peut marcher et que le mouvement souverainiste serait, dans les faits, condamné.

S'il est tout à fait vrai que la sortie de ce budget semble mettre le PQ et le Bloc dans l'embarras, il serait tout aussi présomptueux de parler de triomphe de la part du fédéralisme. Bien au delà du dossier du déséquilibre fiscal, lequel était devenu avec le temps un des principaux chevaux de bataille du PQ (peut-être cela était-il au fond une autre erreur de sa part, ne pensez-vous pas ?), il y a une foule d'autres questions qui demeurent tout autant préoccupantes aujourd'hui et qui pointent toutes vers le cul de sac du fédéralisme.

Qu'on pense entre autre au fait que l'attitude générale du Québec en matière d'environnement est de plus en plus à l'opposé de ce que fait Ottawa en la matière. Qu'on pense également à tout le dossier de la langue (dont on n'a malheureusement que très peu parlé durant la campagne). Qu'on pense également au fait que l'économie du Québec est de plus en plus en mauvaise état et que des pans très importants de celle-ci sont en fait en train de disparaître. Qu'on pense finalement au fait que la reconnaissance effective de notre droit à l'autodétermination est toujours autant bafoué et foulé au pied.

On ne peut que déplorer en même temps le fait que le PQ délaisse justement ces dossiers.

Bien des gens concluront de tout cela que plus cela change et plus c'est pareil. Ce n'est pas vrai car nous avons aujourd'hui la possibilité de tous et toutes contribuer à l'émergence d'une nouvelle alternative : Québec solidaire. Le 26 mars, votons enfin pour un changement; votons lucides; votons pour Québec solidaire !